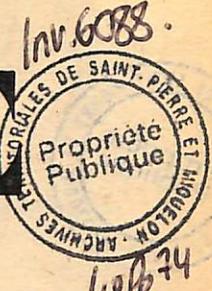


LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

*Liberté, Liberté chérie**Combats avec tes défenseurs**(ROUGET DE L'ISLE)**Un peuple n'est vaincu que lorsqu'il accepte de l'être.**(FOCH)*

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier --- SAINT-PIERRE

LE DEVOIR, C'EST L'UNION NATIONALE

Voici le texte du discours prononcé, le 26 Mars, par le général de Gaulle :

« La guerre aggrave chaque jour les épreuves de la France. Jamais, depuis plus de cinq siècles, la Patrie n'a tant souffert; jamais non plus elle n'a tant espéré.

Nos malheurs ont eu — c'est entendu! — bien des causes lointaines ou immédiates. Ces causes sont souvent imputables aux Français: parfois elles le furent à d'autres. Plus tard la justice, plus tard encore, l'histoire, auront à les éclairer.

Mais, aujourd'hui, il faut se lever, il faut lutter, il faut vaincre. Rien ne compte, excepté ceci: rassemblons-nous, ou bien, à l'ennemi qui nous écrase et au monde qui nous regarde, nous n'aurons plus rien à montrer que l'agonie d'une grande nation. Or, pour assurer son salut, la France a de nombreux moyens, des moyens qui appartiennent à elle-même et à elle seule: la résistance de son peuple et les ressources d'un vaste empire.

Ah! je le sais: du drame atroce que nous traversons tous ensemble sont sorties, parmi les Français, des divisions passionnées et même, parfois, des heurts fratricides. Hélas! une fois de plus, nos malheurs dans la guerre étrangère se sont accompagnés de luttes intestines. La guerre de Cent ans, les guerres de religion, les guerres de la Révolution, avaient, elles aussi, porté cette marque détestable. Mais l'unité nationale, dont ne se sépare pas l'unité impériale, est, cette fois encore, l'unique salut et la suprême loi.

Des Français, des territoires français, ont pu faire que le combat, depuis le 3 Septembre 1939, n'a jamais cessé pour la France. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait sans autre but que la victoire, la grandeur, la liberté de la Patrie. Ils ont l'honneur d'être l'inspiration qui a ranimé le pays. Quand un jour seront connus les obstacles qu'il leur fallut surmonter, les difficultés qu'ils eurent à vaincre, les douleurs qu'ils eurent à souffrir, la Nation a dira s'ils furent dignes d'elle.

Je jure, en tous cas, oui, je jure, qu'ils n'ont jamais rien cédé du patrimoine, ni de l'indépendance, ni de la dignité de la France.

D'autres Français, d'autres territoires français, ont recouvré, à leur tour, la possibilité de se dresser contre l'ennemi. Ces Français sont pareils aux autres, ces territoires, comme les autres, sont à la France et à elle seule. Il y a, d'Alger à Tananarive, de Dakar à Djibouti, de Nouméa à Fort-de-France, de quoi refaire une puissance française, dure à l'ennemi et compacte devant l'étranger, en attendant que le peuple enchainé puisse se lever à son tour.

J'irai très prochainement en Afrique du Nord. Au nom de tous ceux qui, dans notre peuple, ont publiquement ou secrètement attaché leur âme à la France Combattante et pénétré des graves devoirs que cette confiance m'a imposé, j'y verrai, en Français, les autres Français, j'y verrai les populations indigènes qui, fidèlement, lièrent leur sort au nôtre. Tout d'abord, j'y verrai le général Giraud, grand soldat et noble figure. Tous ensemble, loyalement et amicalement, nous chercherons et nous trouverons, les moyens de faire en sorte que l'Empire français ne soit qu'un Empire, que la force française ne soit qu'une force, que la voix des Français qui luttent ne soit dans le monde qu'une voix, et, par dessus tout, que cet Empire, cette force et cette voix soient tels que le veut la Nation.

Voici venue l'une des plus grandes heures de notre longue et dure histoire. Qu'elle s'élève la flamme des aïeux qui, toujours, au bord des abîmes, a ranimé notre race! Qu'elle dévore ce qui peut rester de nos doutes et de nos rancœurs! Qu'elle nous lie les uns aux autres, encore une fois, pour le meilleur et pour le pire! Le Devoir, c'est l'union nationale, recours de nos suprêmes efforts, source de nos éternelles grandeurs. »

TRIBUNE LIBRE

EN VUE DE L'APRES GUERRE
COOPÉRATIVES ET ÉDUCATION DÉMOCRATIQUE

Actuellement, dans le monde, des personnages importants ou non et des groupes composés de dizaines de milliers de membres ou seulement de quelques individus, font pour l'après-guerre des projets et établissent des plans pour assurer une plus grande justice sociale et prévoir l'établissement d'Economies locales, nationales et même mondiales où chaque individu devra avoir, non grâce à l'argent qu'il possèdera, mais au contraire en rapport avec son travail, ses connaissances et les services qu'il rendra à la société, une place lui assurant le Bien Être, la Sécurité et l'Indépendance. Certains de ces plans sont anciens, d'autres nouveaux mais aucun, en dehors du Plan Coopératif, ne concilie aussi parfaitement les droits et les devoirs de l'Etat et de l'Individu, du Capital-Humain et du Capital-Argent, tout en réservant une place prépondérante à l'Education Démocratique, c'est-à-dire, à la formation de citoyens soucieux de leurs intérêts personnels dans le cadre de la Collectivité et en harmonie avec le Progrès.

En effet, un homme ne peut pas être un coopérateur sans perdre, sinon de son individualisme, du moins de son égoïsme et sans devenir plus compréhensif de ses devoirs et de ses droits sociaux. A première vue, il semblerait que le seul but des coopératives et de leurs membres soit d'organiser la production et la distribution des produits nécessaires à la vie en s'appuyant sur l'intérêt général au lieu de suivre les intérêts égoïstes de quelques producteurs. Même si ce but était le seul, il serait d'une importance considérable, car la liberté de penser et, souvent, la possibilité de s'instruire et de s'éduquer, sont liés étroitement à l'indépendance matérielle. Toutefois ce n'est pas le cas, car il est de tradition pour les coopérateurs, de viser à libérer les esprits aussi bien que les corps et, par dessus tout, de normaliser et de clarifier les relations entre les hommes.

Si le mouvement coopératif possède une machinerie qui a fourni des preuves incontestables de son efficacité dans le domaine économique, il est aussi le seul système qui permette au peuple de participer activement et directement à toutes les affaires qui le concernent et par ce fait même, il met la masse dans l'obligation de s'éduquer et de s'intéresser aux problèmes collectifs. De là, obligatoirement, découlle une éducation démocratique pratique qui est garantie de continuité et de bon sens dans la politique économique et sociale. Là se trouve la source du progrès, dans la connaissance plus approfondie des problèmes divers qui se posent constamment aux individus vivant en société, c'est-à-dire, à tous les individus humains. En fait, le système coopératif fournit un moyen d'éducation pour ainsi dire universel, puisqu'il utilise comme ressort d'action et d'étude l'impérieuse nécessité qui pousse tout individu, de sa naissance

à sa mort, à consommer des biens et à utiliser des services. Il est un instrument de progrès car il est indéniable que les individus comme les collectivités désirent l'amélioration continue de leurs conditions de vie.

Considérant essentiellement dans l'homme et le citoyen sa qualité de consommateur, il est un moyen d'union entre les partis politiques en même temps qu'il respecte naturellement les intérêts propres à chaque commune, ville ou région où il fonctionne. En effet, si le mouvement coopératif prévoit la fédération de toutes les coopératives d'une même nation et leur affiliation à un organisme international, il insiste, avant tout, sur l'indépendance de chacune d'elles, ce qui assure à chaque citoyen, grâce au droit de contrôle effectif et égal de chacun des membres, une part équitable de responsabilité dans le développement économique, commercial, industriel, social et moral de la localité qu'il habite. Par là, la décentralisation démocratique se trouve pratiquement assurée et la nation peut progresser sous le contrôle et au profit du peuple.

Au point de vue de l'unité nationale, l'établissement d'un programme basé sur les droits des consommateurs et non pas sur la tyrannie des trusts ou sur la concurrence anarchique des producteurs, favoriserait l'union des citoyens, tout en permettant de fortifier ou de créer l'esprit démocratique plus essentiel à une nation libre que sa constitution elle-même.

En résumé, il faudra plus que des paroles et des promesses pour résoudre favorablement les aspirations des Peuples en accord avec l'Intérêt supérieur des Nations et les besoins de tous les individus, compte tenu des coutumes, traditions et possibilités d'expansion et de développement des localités qu'ils habitent; il faudra une action intelligente et juste. Pour cela, la Coopération met à la disposition de tous, ses gymnases économiques, industriels, sociaux et moraux, fonctionnant sur le principe de l'égalité absolue entre les hommes considérés essentiellement, de la naissance à la mort, comme des consommateurs.

F. Olano

LA LIBERTÉ de Saint-Pierre et Miquelon est publiée à Saint-Pierre et imprimée à l'Imprimerie du Gouvernement.

Prix de l'abonnement:

Pour le Territoire:	1 an ...	50 fr.
	6 mois	26 fr.
France et Colonies:	1 an ...	70 fr.
	6 mois	40 fr.
Etranger:	1 an ...	3 dollars U.S.A.
	6 mois	2 dollars U.S.A.
Canada:	1 an ...	3 dol. 50 Canad.
	6 mois	2 dol. 50 Canad.

Prix des Annonces:

(Payable d'avance)

1 à 6 lignes	16 fr.
Chaque ligne en sus	3 fr.
Chaque annonce répétée, moitié prix	
Les avis et annonces doivent être remis 4 jours avant la publication	

Les abonnements sont reçus, pour les Etats-Unis au Bureau de la Free French Delegation, 626 Fifth Avenue, New-York City; et pour le Canada, au Service d'Information de la France Libre, 448, Avenue Daly, Ottawa, Canada

LA POLITIQUE ET LA GUERRE



Dans la période troublée et instable qui précéda la guerre actuellement en cours, on avait beaucoup parlé, pour désigner les conflits qui s'élevaient dans le monde, de « croisades idéologiques ». Les chefs des grands Etats démocratiques européens se défendaient de vouloir entrer dans de tels conflits, car ils les considéraient comme des guerres partisanes, de sortes de guerres civiles à l'échelle internationale, qui auraient pu accentuer les divisions intestines qui sévissaient alors dans la plupart des nations,

Hitler et Mussolini profitèrent abondamment de cet état d'esprit qui entraîna les grandes nations dans un pacifisme dont ils tirèrent de faciles bénéfices, aussi bien lors des événements d'Espagne, que de ceux d'Albanie, d'Ethiopie, d'Autriche ou de Tchécoslovaquie. Toute la néfaste politique de renoncement qui aboutit à l'in-croyable « accord » de Munich eut son origine dans cette peur maladive de la croisade idéologique et dans cette fausse interprétation du caractère des conflits déclenchés par l'ambition insatiable des dictateurs.

Quand, le 2 Septembre 1939, la France et l'Angleterre se virent acculées à la guerre pour leur propre existence, ce néfaste état d'esprit subsistait encore chez nous. Beaucoup de Français, empoisonnés par la violence des luttes politiques intérieures, voulaient voir, dans la guerre étrangère entreprise alors, une simple forme des fameuses « croisades idéologiques ». D'où les trédeurs et les trahisons ouvertes qui se manifestèrent jusque dans notre armée et qui nous conduisirent à l'effondrement militaire de Juin 1940.

D'où, également, l'étrange attitude de certains Français devant notre défaite. Il est, en effet, indéniable qu'il se trouva alors, dans notre pays, toute une fraction politique qui considéra la victoire allemande, sinon comme un bienfait en elle-même, du moins comme une magnifique opportunité qui lui était offerte d'assurer son triomphe à l'intérieur. Les corps allemands d'occupation furent accueillis en sauveurs de la nation par des gens aveuglés et fous de haine partisane et qui pensèrent que le moment était enfin venu, alors que leurs opposants étaient réduits au silence par les baïonnettes étrangères, de faire une France à leur convenance, c'est-à-dire une France dont le gouvernement et les institutions seraient copiées sur le gouvernement et les institutions totalitaires du vainqueur. C'est de la conception de la fameuse « croisade idéologique », qui poussait à chercher des alliés politiques jusque chez l'étranger, qu'est née la monstrueuse politique de la « collaboration ». C'est de la persistance de l'esprit de lutte politique et de l'esprit de caste qu'est née, dans certains cerveaux obtus et chez certaines personnes dont les intérêts n'avaient rien de commun avec ceux de la Patrie, cette répugnante idée d'une défaite purificatrice et de la nécessité d'une pénitence de la Nation.

Aujourd'hui, la guerre a repris, avec son extension mondiale, le caractère d'une « croisade idéologique »; mais ce terme n'a plus la signification étroite qu'on avait voulu d'abord lui donner. La guerre contre la barbarie des états totalitaires mérite le nom de croisade

par l'ampleur et par l'élévation de ses buts. Les Nations, unies dans le respect de la personne humaine, se battent pour la liberté, l'égalité et la fraternité de l'humanité toute entière. La croisade idéologique est devenue l'antithèse de la guerre partisane à laquelle on avait voulu l'assimiler. Dans le grand bouleversement actuel, races, religions, partis politiques, sont fondus dans un idéal unique. Nous livrons une immense bataille pour l'Homme, pour son bien-être et sa sécurité, sans doute, mais aussi et surtout, pour sa dignité.

Après les sordides batailles de partis et d'intérêts auxquelles nous avions assisté, un grand souffle d'humanisme semble avoir régénéré et purifié le monde entier. Nous assistons à une nouvelle Renaissance comparable, en bien des points, à ce grand mouvement des XV^{me} et XVI^{me} siècles qui aboutit à la création d'une Europe nouvelle. Les grands hommes d'Etat des Démocraties affirment le caractère généreux et universel de la lutte qu'ils mènent, tous parlent de l'organisation d'un monde meilleur, où l'homme pourra atteindre son plein développement dans la liberté et l'honneur, tous disent cette éminente dignité de la personne humaine que la guerre actuelle a pour but essentiel de maintenir ou de restaurer dans son intégrité et dans sa force.

La croisade idéologique a repris son véritable sens, elle s'est dégagée des haineuses rivalités des partis qui, par-dessus les frontières, étouffaient dans leurs cadres rigides les sentiments humains comme les sentiments patriotiques. Les luttes politiques ont écœuré le monde et surtout l'Europe, qui en a tant souffert; leur vieux vocabulaire et leurs vieux organismes ne sont plus que la couverture trompeuse des intérêts de classe ou des intérêts personnels pour lesquels on ne veut plus lutter, pour lesquels on ne veut plus mourir.

Les Français, qui, encore aujourd'hui, veulent se cantonner dans les anciens cadres de notre politique intérieure, nous causent un étrange sentiment de répulsion et d'étonnement. Nous avons peine à croire sincères les craintes chimériques ou les espoirs ridicules de ceux qui, dans notre pays, parlent encore le langage périmé du temps des querelles partisanes. Leurs réfutations laborieuses et leurs attaques puériles nous feraient sourire si elles ne suscitaient notre juste colère du fait qu'elles nous montrent qu'il y a encore des gens qui portent le nom de Français et qui sont incapables, devant le danger mortel que court la Patrie, d'oublier les soucis de leur fortune politique.

Les Français Combattants, à qui l'on a essayé vainement de coller tant d'étiquettes politiques diverses, ont depuis longtemps appris à ne pas se préoccuper si leurs camarades de lutte sont royalistes, droitiers, radicaux ou communistes. Et tous les Français qui, à leurs côtés, sont aujourd'hui rentrés dans le combat, ont appris de même à n'avoir qu'un seul but : la libération de la France, de cette France traditionnelle qui, sous tous les régimes, est demeurée, demeure et demeurera, pour eux, la Patrie.

LE DEVOIR DIFFICILE

.. « *Rome a choisi mon bras, je n'examine rien* »

CORNEILLE (Horace)

*Propriété
PUBlique
MUSEON - ARCHIVES TERRITORIALES DE ST-PIERRE ET
MIQUELON*

Dans le beau discours qu'il a prononcé le 26 Mars, le général Charles de Gaulle, parlant de son très prochain voyage à Alger, a déclaré : « Tout d'abord, j'y verrai le général Giraud, grand soldat et noble figure... loyalement et amicalement, nous chercherons et nous trouverons les moyens de faire en sorte que l'Empire français ne soit qu'un Empire, que la force française ne soit qu'une force, que la voix des Français qui luttent ne soit dans le monde qu'une voix, et, par dessus tout, que cet Empire, cette force et cette voix soient tels que le veut la Nation. »

Il serait difficile de trouver une plus ferme et plus belle définition de cette union nationale que le Chef de la France Combattante qualifie, à la fin de ce même discours, de « recours de nos suprêmes efforts » et de « sources de nos éternelles grandeurs ». Les paroles du général de Gaulle, après celles du général Giraud, après l'élimination de la législation et des hommes de Vichy en Afrique du Nord, après la réception triomphale faite par Alger à Catroux, sont un nouveau gage de l'unité française enfin retrouvée pour et par le combat.

Et tandis que la France s'unit ainsi dans l'action et dans le sacrifice, Vichy, de plus en plus, s'effrite et s'effondre dans la trahison et dans la honte. Depuis assez longtemps déjà, on n'entendait plus parler du Maréchal Pétain et l'on n'arrivait pas à savoir s'il approuvait ou s'il reniait les dernières mesures prises par son Premier Ministre et successeur, Pierre Laval. Aujourd'hui, on assiste aux démissions en masse des corps des ambassades en Espagne, au Portugal et en Amérique latine; on assiste à une véritable hécatombe des ministres de la Révolution dite nationale et une nouvelle crise gouvernementale vient de s'ouvrir, tandis que des arrestations sensationnelles comme celle du colonel de la Rocque mettent en pleine lumière la soumission des champions de la capitulation aux ordres de Hitler.

Cette situation, qui supprime l'équivoque tragique grâce à laquelle quelques hommes avaient réussi à maintenir notre pays dans la servitude, devrait réjouir tous les Français comme elle réjouit, dans le monde, tous les amis de la France. Cependant, il paraît que quelques-uns de nos compatriotes ne sont pas satisfaits.

Evidemment, depuis les dernières trahisons flagrantes du Premier Ministre auvergnat et de sa clique, des considérations d'élémentaire décence empêchaient les partisans de Vichy de se déclarer ouvertement solidaires de l'homme qui vient de mettre la France entière au service de la machine de guerre germanique. Mais tout en reniant Laval, du moins en apparence, ces gens prétendaient demeurer fidèles au Maréchal qui, selon eux, était opposé aux mesures de son Premier Ministre et à la soumission absolue à l'Allemagne.

A l'appui de cette thèse étrange, qui va à l'encontre de tout ce qu'a dit et fait le Chef de l'Etat français de Vichy, ils donnaient comme preuve que Giraud et les chefs d'Afrique du Nord rentrés dans la lutte agissaient

au nom du Maréchal. Malgré le démenti formel de Pétain et la révocation du général Giraud, ils avaient pu maintenir, tant bien que mal, leur point de vue à la faveur d'informations erronées publiées par certaines propagandes sur la situation créée à la suite du débarquement allié dans nos territoires africains.

Malheureusement pour eux cette position est devenue intenable après les dernières déclarations et les derniers actes du Haut Commissaire français d'Alger. Et, aujourd'hui, l'entente qui se réalise entre les deux fractions de la France qui combat met fin irrémédiablement à leurs espoirs de se maintenir dans la fidélité au Maréchal, c'est-à-dire dans la neutralité facile qu'elle permettrait si heureusement de conserver, en ce qui concerne le dur effort de guerre à accomplir. Les Vichystes, avec la réalisation de l'union nationale, voient disparaître la dernière chance qui leur restait de se prétendre de bons citoyens français et d'excellents patriotes tout en refusant, pour des raisons de ferme conviction et de haute moralité, de se battre pour leur pays.

Cependant, il paraît que leur crainte du combat est telle que ces mêmes Vichystes cherchent encore une nouvelle porte de sortie. Leur dernière argumentation serait à peu près la suivante : ils prétendraient que la rentrée de la France dans la guerre est inutile parce que nous sommes tout près de la paix. Renonçant à invoquer des raisons politiques qui n'ont plus aucun fondement, ils donnent maintenant à leur neutralité des raisons militaires.

Les Allemands et les Italiens ne peuvent certainement plus gagner, disent-ils, mais les Anglais et les Américains sont épuisés... Et pour justifier cette effarante déclaration, surtout en ce qui concerne « l'épuisement » des Etats Unis, qui viennent à peine de mobiliser la totalité de leurs forces, ils dressent devant leurs interlocuteurs le spectre d'un Japon formidable qu'il sera impossible d'abattre et dont la menace, à elle seule, suffit à déprimer complètement les Américains. Ils reprennent avec entrain les déclarations de la propagande de Goebbels suivant lesquelles une invasion du continent serait absolument impossible. Enfin, pour se débarasser des dernières objections, ou plutôt des derniers faits gênants, ils affirment que la Russie va faire incessamment une paix séparée avec l'Allemagne.

Avant de discuter les trouvailles de ces diplomates et de ces stratèges de brasserie, il est bon de souligner encore une fois, la solidité et la stabilité de leurs convictions et de leurs idées. Quoi ! ces gens qui parlent aujourd'hui d'une paix de compromis, due à l'épuisement des adversaires en présence, ne sont-ils donc plus les mêmes que ceux qui, en 1940, affirmaient que l'Angleterre serait écrasée en huit jours ? Ne sont-ils plus les mêmes que ceux qui, en 1941, voyaient la Russie, ce pays « anarchique », pulvérisée en quelques semaines par les irrésistibles troupes allemandes ? Ne sont-ils plus les

mêmes que ceux qui, l'été dernier, se réjouissaient bruyamment d'annoncer à qui voulait l'entendre la prise imminente du Caire par Rommel l'Africain et de Stalingrad par Von Bock le boucher? Les Vichystes, qui aujourd'hui parlent aussi doctement d'une paix blanche, ne sont-ils plus ceux qui, il y a à peine six mois, triomphaient de voir se réaliser les infaillibles prévisions du bon Maréchal sur la certitude d'une victoire totale de l'Allemagne hitlérienne?

Certes, nous connaissons l'adage de chez nous qui veut que « l'homme absurde soit celui qui ne change jamais », mais nous pensons que les Vichystes l'utilisent un peu trop largement. Nous commençons à avoir trop vu tourner ces girouettes et nous voudrions bien que les adorateurs du Maréchal aient un peu plus de mémoire, ou un peu plus de pudeur, et se rappellent aujourd'hui, leurs déclarations passées, ou tout au moins celles de leur idole qu'ils ont pu entendre tant de fois à la radio de Vichy. Comment veulent-ils qu'on les croie quand ils annoncent, maintenant, que les Allemands ne peuvent pas prétendre à une paix victorieuse alors qu'ils nous disaient, il y a si peu de temps, que l'armée russe comme l'armée anglaise d'Afrique avaient cessé d'exister et que l'armée américaine n'existerait jamais?

Quant aux faits qui leur permettent d'affirmer que les belligérants sont prêts à signer une paix de compromis, nous ne voyons pas très bien quels ils sont. En effet, en Russie comme en Tunisie, c'est-à-dire sur les deux principaux fronts de guerre actuels, il ne semble pas que les armées en présence se trouvent à la veille d'un armistice. En Russie, les opérations se sont poursuivies tant dans le secteur de Smolensk que dans celui de Kharkov avec un acharnement que le formidable dégel du printemps russe n'a ralenti qu'à peine et il est de toute évidence, pour un observateur impartial, doué d'une intelligence moyenne, que les deux armées se préparent à de féroces combats pour l'été prochain. D'autre part, les dernières nouvelles parvenues de Tunisie n'indiquent pas précisément que la huitième armée de Montgomery, qui vient d'enfoncer la ligne Mareth après dix jours de lutte acharnée contre l'Afrika Korps, ménage ses hommes et son matériel en prévision d'une prochaine suspension des hostilités.

Non, nous ne voyons pas où sont les indices d'un ralentissement des opérations qui accompagnerait normalement des pourparlers de paix et nous craignons bien que les Vichystes, encore une fois, aient pris leurs désirs pour des réalités, ou bien qu'ils suivent tout simplement les indications intéressées de leur ancien ami Goebbels. Cependant, nous les croyons sincères; ce qui leur manque c'est un peu de sang-froid et beaucoup d'impartialité dans leurs appréciations. De même qu'ils s'étaient affolés de la progression russe après l'éclatante victoire de Stalingrad et qu'ils voyaient déjà les armées soviétiques maîtresses de l'Europe entière, de même ils se sont exagéré considérablement la portée de la contre-offensive allemande du Donetz et de la poussée de Rommel sur Kasserine.

Aujourd'hui, Rommel est à nouveau en fuite sur les routes de la steppe et les Allemands malgré de coûteux efforts n'ont pas pu retraverser le Donetz, ni empêcher la chute de Rzhev et de Viazma. Mais nous affirmons, quant à nous, qu'il ne faut pas croire que les armées allemandes soient vaincues pour cela; nous affirmons

que la guerre, qui se joue sur les champs de bataille et non pas dans les cabinets des politiciens, est une partie toujours dure et incertaine. La seule chose à considérer est la puissance intrinsèque des adversaires en présence; c'est cette puissance qui finit par avoir raison, en fin de compte, quand les intrigues et les trahisons ne minent pas la force des nations. C'est pourquoi, tout comme nous disions, malgré l'affirmation du Maréchal en 1940, que l'on ne pouvait pas tordre le cou à l'Angleterre comme à un poulet de grain, parce qu'en Angleterre est le plus grand Empire du monde, nous disons aujourd'hui que la partie est jouée et que l'axe succombera devant la mobilisation des ressources et des masses d'hommes cinq fois plus considérables que les siennes.

Nous répétons, en même temps, que la victoire ne se gagnera pas sans pertes cruelles et sans efforts formidables. Nous rappelons aux Vichystes que la guerre dans laquelle nous sommes est, comme toute guerre, incompatible avec l'esprit de sécurité excessif qui paraît les animer. Nous leur conseillons de ne pas trop croire à leur « paix de compromis » et d'essayer de comprendre cette magnifique prière qui fut trouvée sur le cadavre d'un officier français combattant, tombé au champ de gloire d'El Alamein: « Je veux l'incertitude et la bataille; donnez les moi maintenant, Seigneur, car je ne suis pas sûr d'avoir toujours le courage de vous les demander. »

En tout cas, si cette prière est au-dessus des forces des fidèles du Père-la-Défaite, nous devons les prévenir qu'ils se forgent de dangereuses illusions s'ils pensent que les hommes qui peuvent prononcer de telles paroles se font tuer, maintenant, pour une victoire dont pourront profiter, un jour, ceux qui auront refusé de se battre pour la France.

R. D.

■ LA POLITIQUE ET... Suite de la page 3

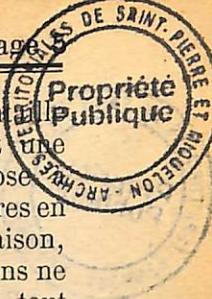
Et c'est en luttant de toutes leurs forces pour la libération de ce peuple français qui, tout entier, sans distinction de classe et de parti, souffre actuellement sous l'envahisseur, qu'ils rejoignent la légion de la croisade idéologique mondiale. Les gens qui ont été assez égoïstes ou assez bornés pour ne voir la grande bataille actuelle qu'à travers les petites querelles de sous-préfecture ou de clocher peuvent s'effrayer des « idées nouvelles », ceux qui, en France et hors de France, poursuivent opiniâtrement le combat, ne craignent pas de se battre pour que « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, ne périsse pas sur la terre », parce que, ce peuple, « ce peuple à la tête dure, au cœur sensible, aux mains violentes », c'est la chair et le sang de la Patrie, dont la grandeur est leur unique but, dont la délivrance est leur seule politique.

R. D.

UN DE NOS COMBATTANTS A L'HONNEUR

Voici la citation obtenue par le maître principal Colmay :

« Chef d'une batterie de D.C.A. pendant toutes les opérations de Bir-Hacheim (Libye) du 27 mai au 11 Juin 1942, a été un exemple constant de courage et de sang froid; l'ennemi tenant ses pièces sous le feu de ses armes automatiques, n'a jamais hésité, malgré le danger, à engager avec la plus grande énergie les formations aériennes attaquantes. »





SAINT-PIERRE & MIQUELON

Au temps du Conseil Général (Suite)

Eh bien ! Permettez moi de ne pas céder à l'entraînement général. Je ne suis pas favorable à l'emprunt non que je nie qu'il y ait des travaux utiles à faire, mais c'est sur la manière dont seront exécutés ces travaux qu'une crainte m'envahit et me cause une invincible répugnance. L'exemple du passé n'est pas fait, avouez-le, pour être encourageant. Toutes les fois qu'on a voulu faire ici de grands travaux, on a eu des déceptions, Qu'ils aient été entrepris par l'Administration comme le Palais de Justice, ou bien par la Municipalité, comme les Ecoles ou sur l'initiative du Conseil général comme le syphon de Richepomme, etc, ils ont absorbé des sommes considérables, sans répondre à l'attente qu'on avait conçue. Et comment en serait-il autrement ? Vous n'avez ni main-d'œuvre ni un corps de surveillants, et les prévisions sont toujours dépassées, de sorte que l'œuvre manquée ou inachevée reste comme un remords vivant à ceux qui en ont été les promoteurs.

D'autres arguments, et des plus sérieux, sont encore à faire valoir. M. le Directeur de l'Intérieur vous les énumérera et les développera avec cette précision qu'il sait mettre dans les causes qui lui tiennent à cœur. Ce que je veux retenir, c'est que le moment me semble mal venu pour engager l'avenir. Vous savez aussi bien que moi combien la situation de la colonie est incertaine. Vous l'ignorez si peu que devant les électeurs vous avez promis de faire des économies, et c'est au moment où vous parlez de restreindre les dépenses que, par une ironie singulière, vous vous chargeriez de la lourde responsabilité de garantir un emprunt, méconnaissant ainsi — dans la situation où vous êtes — la justesse de cette observation faite tant de fois qu'elle est devenue un peu banale : Le difficile n'est pas d'emprunter, c'est de rendre.

Cet emprunt, en effet, il faut le gager, et n'est-ce pas s'illusionner, fermer volontairement les yeux à l'évidence, que de croire que la garantie qu'on vous demande sera de pure forme, la Municipalité s'offrant de faire face à l'annuité d'amortissement avec des ressources ordinaires. Pas plus que la Municipalité, vous n'êtes en mesure, sans risque d'exactio sur les contribuables, de trouver une garantie pouvant répondre à la nécessité à laquelle vous devez pourvoir. Jetez un regard sur les nouveaux impôts susceptibles d'être créés (l'énumération n'en est pas longue), et aussitôt les objections se pressent, se multiplient, comme si de tous les côtés la matière imposable se dérobait devant les intérêts coalisés.

En voulez vous un exemple ? Vous savez ce qui s'est passé à l'égard des spiritueux. De ce chef le budget local trouvait dans le droit de consommation une recette que vous aviez évaluée à 90.000 francs. Quand il s'est agi — sur une note venue du Conseil d'Etat — de frapper le rhum et le genièvre, jusqu'alors indemnes, immédiatement il y a eu une levée de boucliers de la part des intéressés. On voulait sauver le rhum et le genièvre

de toute taxe, dût la recette de 90.000 francs disparaître du budget.

Devant cette éventualité et les conséquences qu'elle devait entraîner pour le bon état des finances locales, vos dirigeants, avec une bonne volonté dont vous devez vous montrer reconnaissants, ont rouvert le débat. Des explications ont été échangées, de nouveaux documents ont été fournis, mais il n'apparaît pas que le Conseil d'Etat ait trouvé les raisons données suffisantes pour revenir sur sa jurisprudence, telle qu'elle soit toujours affirmée en matière d'impôts sur les spiritueux.

Aujourd'hui la question revient au même point qu'en Septembre dernier : ou frapper tous les spiritueux d'une taxe uniforme, ou n'en frapper aucun.

Allez-vous priver d'une recette aussi importante, je dirai plus, aussi impérieusement commandée que celle produite par le droit de consommation sur les boissons alcooliques ? Je ne vous le conseille pas, Messieurs les Conseillers généraux, et je me plaît à espérer que ceux-la même dont le commerce de réexportation peut se trouver gêné par la manière de voir du Conseil d'Etat sauront « immoler leurs intérêts sur l'autel de la Patrie. »

Il n'y a pas à dire : vous avez besoin de toutes les ressources avec lesquelles on a tablé jusqu'ici pour l'équilibre de votre budget. Des années prospères, une caisse de réserve naguère bien remplie, qu'on a cru à tort inépuisable, le désir fort louable, j'en conviens, de pourvoir à l'amélioration matérielle et morale du sort du plus grand nombre, vous ont entraîné dans des dépenses qui sont pour la plupart entrées dans les mœurs et dans les habitudes. Il serait difficile de remonter le courant, et quand vous serez aux prises avec les réalités de la situation, à part quelques réductions insignifiantes qu'il vous plaira d'opérer, vous verrez qu'il n'est pas aussi simple que vous croyez de diminuer le budget. On ne se déshabite pas comme cela de vivre moins largement.

Il y a aussi la question des travaux. Peut-être éleverez-vous le droit d'exiger un contrôle plus sévère dans les détails, des devis plus étudiés, plus d'exactitude dans les évaluations des dépenses, un programme mieux raisonné des travaux à entreprendre ? Sur tous ces points, je serai d'accord avec vous. Mais quant à vous désintéresser des travaux en cours d'exécution on à entretenir pour vous hypnotiser sur ceux à réaliser avec le montant de l'emprunt, je vous adjure, Messieurs, de n'entrer dans cette voix qu'après y avoir bien réfléchi.

Votre digue se démolit. Cette digue, œuvre de prévoyance qu'on a mis vingt ans à construire, qui abrite la plus belle flotte marchande, telle qu'il n'en existe peut-être dans aucun port de France, a subi cet hiver de furieux assauts qui l'ont ébréchée sur plus d'un point, et le contre-coup s'en est fait sentir très onéreusement sur vos goélettes ancrées dans le Barachois, lesquelles, en se frottant les unes contre les autres, ont éprouvé des avaries. Sa réfection, son achèvement méritent une attention constante, et vous ne devrez rien épargner — suivant moi — pour mettre en bon état permanent ce rempart protecteur de votre flotte de pêche.

(A suivre)

LA CAMPAGNE DE FRANCE

(Mai-Juin 1940)

Laval à l'œuvre

Pierre Laval et ses amis Bouthillier, Baudouin, Marquet comprennent le danger. D'une part ils interviennent auprès de M. de Lequerica pour que celui-ci presse Hitler de prendre une décision s'il désire éviter le départ du gouvernement en Afrique du Nord. D'autre part ils font pression sur le Maréchal pour qu'il reste et envoient un télégramme à Hitler le priant d'arrêter ses troupes devant Bordeaux. Puis Laval se rend chez le président Lebrun et le somme de rester ou de démissionner. La décision de départ fut annoncée par un contre-ordre donné dans la soirée.

Le 21 Juin les 4^{me} et 7^{me} armées se dégagent à l'Ouest de Montluçon, mais les Allemands continuent à progresser à l'Ouest vers Thôuars et Cholet, au centre vers Clermont Ferrand et Issoire, dans les Alpes vers Annecy et Chambéry.

Dans la soirée, tant il craint qu'un nouvel incident ne vienne tout compromettre, le Conseil des Ministres donne son accord à la signature de l'armistice avant même que les télégrammes indiquant les conditions de l'ennemi soient entièrement déchiffrés.

Le 22 Juin, l'armistice allemand est signé mais son entrée en vigueur reste subordonnée à celle de l'armistice italien en cours de négociations. Le général Condé, en Alsace, doit déposer les armes, faute de vivres et de munitions, une partie de la 8^{me} armée passe en Suisse. Les Italiens sont toujours repoussés sur les Alpes.

Le 23, les Allemands atteignent Rochefort, Royon, Saintes et approchent de Saint-Etienne.

Le 24, ils atteignent Tournon dans la vallée du Rhône. L'armistice franco-italien est signé.

Cessez le feu

Le combat cesse officiellement le 25 Juin. Seuls quelques ouvrages de la ligne Maginot et la garnison de Fort-l'Ecluse refusent de cesser le feu et tiendront l'ennemi en respect pendant plusieurs jours. L'armée des Alpes, elle, n'aura pas fléchi.

Les trois erreurs décisives de cette dernière phase des opérations ont été de ne pas abandonner en temps utile la ligne Maginot, d'avoir au contraire, abandonné sans combat Paris alors que la résistance de Madrid avait démontré qu'il est à peu près impossible aujourd'hui de prendre une grande ville, et surtout de n'avoir pas procédé à l'évacuation des débris de l'armée française sur l'Afrique du Nord.

Cette dernière erreur a eu une influence décisive sur la suite de la guerre. Elle a été commise sciemment par le général Weygand. Le seul résultat de la défection de la France a été de prolonger des hostilités qui, sans cela, seraient finies depuis longtemps. Si les Nations Unies avaient, grâce à l'Afrique du Nord, pu maintenir leur suprématie en Méditerranée, l'Italie se serait effondrée, entraînant rapidement l'Allemagne dans sa chute.

La conclusion qui se dégage de cette étude sommaire est que la défaite est née de la carence du commandement et a été, vraisemblablement, consacrée par la trahison.

Que faut-il entendre par « le commandement » ? Ce terme est bien vague mais il est pourtant, malheureusement, impossible d'établir aujourd'hui un départ plus précis des responsabilités. Ceci tient dans une large mesure à l'attitude de silence systématique adoptée par le général Gamelin devant la Cour de Riom. Cette attitude se justifiait par le fait qu'en voulant se décharger de certaines responsabilités il aurait risqué d'accabler des hommes qui n'étant pas présents n'auraient pas pu se défendre. Son incovénient immédiat et de laisser peser des suspicitions injustes sur tous les officiers qui ont pu avoir un rôle dans les décisions militaires de Mai-Juin 1940.

Fautes capitales

Sous réserve de ce que révélera l'avenir il apparaît, cependant, que les fautes capitales ont été les fautes de conception de la manœuvre générale et qu'elles doivent être imputées aux chefs suprêmes de l'armée, les généraux Gamelin, Georges et Weygand. Les commandants de groupes d'armées et, a fortiori, les officiers d'un rang moins élevé n'ont pu qu'exécuter les ordres reçus ou attendre des ordres qui ne venaient pas. Beaucoup d'entre eux étaient des hommes de talent et de valeur incontestables; la plupart, placés dans des situations invraisemblables par la carence des grands chefs, en ont tiré le meilleur parti et ont, en tout cas, accompli leur devoir sans faiblir. Nous avons relevé en son temps que le général Corap lui-même qui commandait l'armée des Ardennes et de la Meuse, dont la défaillance fut à la base du désastre, pouvait invoquer certaines excuses.

A l'heure actuelle par « commandement » ou par « Etat-Major » il faut donc entendre Gamelin, Georges, Weygand. L'avenir discriminera. Gamelin pourra sans doute établir que lui-même n'était pas entièrement maître de ses décisions; qu'en ordonnant l'entrée en Belgique il ne faisait qu'exécuter les instructions du Conseil suprême interallié et réaliser une manœuvre préconisée par le maréchal Pétain. Il pourra ajouter qu'en le relevant immédiatement de son commandement on ne lui a pas laissé la même chance de redresser la situation qu'à Joffre en 1914.

Il semble plus difficile pour Weygand de se couvrir en soutenant que lorsqu'il a été investi du commandement la partie était perdue, car le 19 Mai bien des manœuvres — nous l'avons dit — pouvaient encore être tentées. Nous n'avions alors subi qu'une défaite réparable. Jusqu'à preuve du contraire l'on doit admettre que Weygand a été dominé, en dehors de son incapacité à prendre des décisions, par sa passion politique. Jusqu'à preuve du contraire c'est donc lui, le grand responsable.

Il ne nous reste pour conclure qu'à souhaiter qu'un avenir proche permette à l'armée française de prouver qu'avec de nouveaux chefs elle est capable encore des plus grandes choses.

FIN



**Etat-Civil de Saint-Pierre****NAISSANCES:**

29 Mars. — Josseaume, Henri-Georges-Gustave-Joseph.
30 Mars. — Perrin, Pierre-Fernand-Paul.

MARIAGES:

29 Mars. — Sinding, Stéphane-Axel-Ivar et Pine, Bridgitte-Marie-Suzanne.
31 Mars. — Mallet, Ernest-Eugène-Jean-Louis et Froude, Germaine.

Etat-Civil de Miquelon-Langlade**NAISSANCES:**

5 Mars. — Perrot, Jean-Marie-William.
21 Mars. — Gaspard, Robert-Désiré-Ernest.

MARIAGES:

2 Mars. — Detcheverry, André-Léon et Apostéguy, Angèle-Marthe.
4 Mars. — de Lizarraga, René-Jean-Saint-Martin et Autin, Marietta-Gabrielle-Joséphé.

DÉCÈS:

25 Mars. — Vigneau, Henri-Michel.

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs
Essences -:- Huile de lin -:- Mastic -:- Vernis
Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres**Léon BRIAND**

Rues de Sèze & Jacques Cartier
SAINT-PIERRE & MIQUELON

Pour placer vos photos dans vos albums :

Achetez les Coins gommés Nuace,
Les coins de la Victoire Bleu, Blanc, Rouge,
Nous avons aussi les coins Sepia, Ivoire, Vert Noir.

Pour photos de Bébés :

Les coins Bébé Rose et Bébé Bleu.

PORTRAITS A L'ATELIER

Tous les jeudis de 11 heures à 15 heures.

Pour les militaires seulement :

Tous les samedis de 11 heures à 15 heures.

Nous tenons à informer notre clientèle qu'il ne sera plus fait aucun crédit, ni redu.

TOUT AU COMPTANT

Monsieur et Madame Audouze remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du deuil cruel qui les a frappés.

Pour continuer à combattre sur tous les fronts du monde — Angleterre, Atlantique, Egypte, Lybie, Méditerranée, Océan Indien, Pacifique, Russie — pour remplacer les braves qui tombent chaque jour, la FRANCE a besoin de tous ceux qui ont la liberté de prendre les armes

ENGAGEZ-VOUS

dans les Forces Françaises Libres

Du bon PABLUM,

Mesdames, voilà l'aliment idéal pour vos Bébés.

Mélange de Céréales enrichi de Vitamines et de Minéraux d'une très grande valeur nutritive. Agréable au goût, il plait à tous, petits et grands.

Procurez-vous en une boîte immédiatement, pour essai,

à la Maison PATUREL FRÈRES.

Demandez également le

Dextri-Maltose

et les autres produits de régime pour enfants.

Eugène THÉAULT
QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE
POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE
SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES

PATUREL FRERES

COMMISSION

CONSIGNATION

ALIMENTATION

GROS & DÉTAIL